

Bulletin d'histoire politique

D'internationaliste modéré à isolationniste affirmé : Herbert Hoover et la politique étrangère américaine, 1945-1952

Bernard Lemelin



Volume 26, numéro 3, printemps 2018

Les relations internationales des États-Unis : la politique étrangère américaine dans tous ses états

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1046910ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1046910ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
VLB éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Lemelin, B. (2018). D'internationaliste modéré à isolationniste affirmé : Herbert Hoover et la politique étrangère américaine, 1945-1952. *Bulletin d'histoire politique*, 26(3), 34–56. <https://doi.org/10.7202/1046910ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique et VLB Éditeur, 2018

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

D'internationaliste modéré à isolationniste affirmé : Herbert Hoover et la politique étrangère américaine, 1945-1952*

BERNARD LEMELIN¹

Département des sciences historiques, Université Laval

Après son difficile et exténuant mandat à la Maison-Blanche (1929-1933), Herbert Hoover, né en 1874 en Iowa de parents de confession quaker et ingénieur de formation, est demeuré fort actif sur la scène publique américaine. Qu'il suffise de mentionner qu'au début de la Seconde Guerre mondiale, l'ex-chef de l'exécutif, connu antérieurement pour ses efforts humanitaires déployés sur le Vieux Continent, a dirigé des organismes visant à prêter main-forte aux populations civiles de Pologne et de Finlande. De plus, en 1947, à la demande du président Harry Truman, puis en 1953, cette fois à la requête de son successeur Dwight Eisenhower, Hoover a présidé des commissions visant à examiner les manières d'améliorer l'efficacité de la branche exécutive du gouvernement fédéral. En fait, l'ex-secrétaire au Commerce de Warren Harding et de Calvin Coolidge, jusqu'à son décès en octobre 1964 à l'âge vénérable de 90 ans², a mené une vie publique bien remplie.

Fait à signaler, cet ardent détracteur du New Deal³ n'a pas été indifférent non plus aux multiples dossiers de politique étrangère du début de la guerre froide. Ainsi, durant l'ère Truman, Hoover, favorable initialement à l'ONU et au plan Marshall, s'est opposé énergiquement à l'envoi de troupes américaines en Europe sous l'égide de l'OTAN et n'a pas manqué de stigmatiser la conduite du président démocrate pendant le conflit coréen. Endossant en 1952 la controversée candidature du sénateur Robert Taft (Ohio) en vue de l'investiture du Parti républicain, Hoover, convaincu du caractère éminemment stratégique de l'Asie sur le plan de la sécurité nationale, a essuyé maintes critiques à cette époque pour ses diverses

* Cet article scientifique a été évalué par deux experts anonymes externes, que le Comité de rédaction tient à remercier.

prises de position en politique étrangère, certains de ses opposants le qualifiant sans ambages d'*isolationniste*⁴.

Cet article, reposant entre autres sur un dépouillement des archives du 31^e président des États-Unis effectué à sa Bibliothèque de West Branch (Iowa), vise à faire le point sur son attitude en matière de politique étrangère durant l'ère Truman. Plus spécifiquement, il entend répondre à des interrogations telles : comment s'exprime et s'explique l'internationalisme⁵ modéré de Hoover jusque vers 1949 ? À quels facteurs doit-on attribuer sa « conversion » à l'isolationnisme après coup ? De quelle manière la nation américaine réagit-elle alors à son discours anti-interventionniste ? Le natif de l'Iowa apparaît-il en ces années comme un membre influent de la communauté isolationniste américaine ?

À notre avis, l'intérêt d'un tel article réside d'abord et avant tout dans son caractère pertinent : les spécialistes de l'isolationnisme américain en temps de guerre froide (Ted Galen Carpenter⁶, Justus Doenecke⁷, Selig Adler⁸, Norman Graebner⁹, etc.), à titre d'exemple, tendent tous à reconnaître la contribution non négligeable de Hoover dans le déclenchement, au début des années 1950, d'un important débat de politique étrangère (*Great Debate*) aux États-Unis traduisant la montée incoercible d'un sentiment néoisolationniste¹⁰. L'historienne Joan Hoff, pour sa part, postule que son réquisitoire de politique étrangère à cette époque connaîtra des récurrences certaines « in the 1960s among the "New Left" and again in the 1990s among the "New Right"¹¹. » De surcroît, dans le contexte politique ayant cours actuellement aux États-Unis, marqué entre autres par la persistance d'une rhétorique « America First » affichée par le titulaire de la Maison-Blanche et les vives dénonciations proférées par ce dernier et d'autres caciques du *Grand Old Party* à l'endroit d'organisations internationales telle l'ONU¹², un tel article offre il va sans dire une résonance particulière. Celui-ci, incidemment, revêt en outre un caractère original dans la mesure où les publications en français sur le 31^e président n'abondent pas : à vrai dire, hormis quelques références à Hoover dans des monographies telle celle de Jean Heffer (*La Grande Dépression : les États-Unis en crise, 1929-1933*, 1991), Denise Artaud (*L'Amérique en crise : Roosevelt et le New Deal*, 1987) et Yves-Henri Nouailhat (*Les États-Unis : l'avènement d'une puissance mondiale, 1898-1933*, 1973), celui-ci semble avoir été largement ignoré des historiens francophones. Qui plus est, si la situation apparaît différente du côté de l'historiographie anglophone, force est de constater que le traitement réservé spécifiquement au comportement postprésidentiel de Hoover s'avère souvent sommaire¹³.

Cela dit, ce texte, à la fois chronologique et thématique du point de vue de sa structure, comporte deux parties. La première, plus longue, vise essentiellement à rendre compte de l'attitude plutôt singulière de Hoover en matière de politique étrangère durant l'ère Truman. La seconde, plus

interprétative, entend cerner les motivations profondes à la base de son comportement louvoyant et dégager l'impact de son discours.

Vers un ton réquisitorial

Herbert Hoover n'est pas indifférent, c'est le moins qu'on puisse affirmer, aux questions de politique étrangère confrontant la nation américaine au début de la guerre froide. Un examen attentif de son comportement d'avant-1950, dans l'ensemble, tend à révéler un soutien, quoique parfois tiède, à l'endroit de la politique internationaliste et d'endiguement du communisme déployée par l'administration Truman. Dès la fin 1949, cependant, tout laisse croire que ledit soutien s'effrite et fait vite place à un discours vitriolique.

La position initiale émerge dès juillet 1945 lorsque Hoover préconise ouvertement la ratification par le Sénat américain de la Charte des Nations Unies, qualifiant cette dernière de « probably as good as could be obtained under the existing emotions, the present governments, the conflicting ideals and ambitions in the world¹⁴. » Néanmoins, il ne manque pas de relever quelques omissions dans ladite Charte, notamment un ferme engagement en matière de désarmement, une définition claire de la notion d'*agression*, de même qu'une déclaration explicite des droits des nations et des peuples¹⁵. Il considère également que le droit de veto accordé à chacun des membres permanents du Conseil de sécurité est de nature à miner les éventuelles tentatives onusiennes pour contrer les agressions militaires de par le monde¹⁶. Déplorant l'usage de l'arme atomique contre le Japon¹⁷, le natif de l'Iowa réitère toutefois pleinement sa foi dans l'organisation internationale en 1946 lorsqu'il déclare que « [w] e should devote ourselves to cooperation in the U.N. to maintain peace¹⁸ ».

De plus, Hoover, bien que critique face aux opérations menées par la *United Nations Relief and Rehabilitation Agency (UNRRA)*¹⁹, s'avère alors plutôt en faveur de l'aide étrangère. Ainsi, dans une allocution intitulée « Postwar Loans by Our Government » prononcée à Chicago en septembre 1945, l'ancien chef de l'Exécutif, qui avait exprimé quelques mois auparavant le désir d'être nommé sénateur de Californie²⁰, souligne d'entrée de jeu : « Let me say at the outset that I favor such financial assistance²¹. » Hoover conclut ladite allocution par cette exhortation dépourvue d'équivoque : « we must help²² ». À son auditoire, il rappelle cependant l'importance d'agir avec discernement : « We should limit our help to what our taxpayers can afford ; we should consider our own employment situation ; we should limit our aid to the minimum necessary²³. » Dans cette optique, l'ancien chef de l'Exécutif, réceptif au *Greek-Turkish Aid Program* (doctrine Truman)²⁴, endosse le plan Marshall (*European Recovery Program*), confiant au début 1948 au sénateur républicain Arthur Vandenberg (Michigan),

président de la commission sénatoriale sur les relations extérieures, que les États-Unis doivent rapidement consentir une aide au continent européen, et ce, pour trois raisons principales :

First, the spiritual character of the American people has always led them [...] to prevent hunger and cold to the full extent of their surplus [...]. Second, while the defeat of Communism in Western Europe is of vital importance to the preservation of moral and spiritual values for which we stand, it is also of vital importance to us that the economic and political unity of Western Europe should be stimulated. Third, the project builds for peace in the world²⁵.

Hoover relève toutefois quelques dangers potentiels au programme mis sur pied par le secrétaire d'État George Marshall, comme l'attestent ces propos : « On the American side, dangers are that the volume of exports and finance proposed may accelerate an already serious inflation; that it further delays our recuperation from the war; that it drains our natural resources and continues excessive taxation²⁶. » Ces éléments, à n'en point douter, peuvent expliquer pourquoi l'ex-président, particulièrement préoccupé par le redressement économique de l'Allemagne²⁷, fait valoir que la durée de l'*European Recovery Program* ne doit pas excéder 15 mois (plutôt que les 48 réclamés initialement par le secrétaire d'État de Truman)²⁸.

Par ailleurs, concernant des questions majeures de l'année 1949 tels le *Point Four Program*²⁹ et surtout le pacte de l'Atlantique Nord³⁰, Hoover, persuadé que la prompt reconnaissance de l'État d'Israël de 1948 de Truman repose largement sur des considérations électorales et qu'une confrontation avec l'URSS au sujet de l'épineux dossier berlinois doit être évitée à tout prix³¹, demeure apparemment coi³². Un tel mutisme, selon toute vraisemblance, prend en partie sa source dans le fait que sa commission sur l'organisation de la branche exécutive du gouvernement fédéral, « one of the most arduous tasks of his life³³ », l'occupe alors considérablement³⁴.

Toujours est-il qu'à partir du début 1950 environ, Herbert Hoover, ardent partisan de la Chine nationaliste de Tchang Kai Chek³⁵, apparaît définitivement moins entiché par la politique internationaliste et les mesures d'endiguement mises de l'avant par le gouvernement Truman. Qu'il suffise de dire que le natif de l'Iowa, dès avril de la même année, exprime d'abord sa profonde insatisfaction face à l'ONU en y allant d'une proposition pour reconstituer l'organisation internationale sans l'Union soviétique et ses pays satellites³⁶. Une telle proposition, incidemment, suscite maintes discussions au pays de l'Oncle Sam³⁷. Avec l'éclatement de la guerre de Corée en juin, Hoover, appuyant la réaction initiale de la Maison-Blanche pour prêter main-forte au peuple sud-coréen³⁸, poursuit ses obligations à l'endroit de l'ONU. Il s'insurge particulièrement contre l'aide

restreinte fournie par les autres pays membres de l'ONU dans le conflit et souligne que l'organisation internationale « was not functioning effectively as an instrument against communist aggression³⁹ ». L'ancien chef de l'Exécutif en profite pour ajouter que le fonctionnement de l'ONU « would be even less effective if Communist China were added to the Security Council⁴⁰ ».

Surtout, Hoover attire l'attention pour son fameux discours radiophonique du 20 décembre 1950 diffusé sur les ondes du réseau *Mutual Broadcasting System*. En fait, à l'instar d'une allocution prononcée quelques jours auparavant par l'ex-ambassadeur Joseph Kennedy⁴¹, le laïus de l'ancien président contribue au déclenchement du *Great Debate*⁴², cette vive controverse de politique étrangère dominant la scène publique américaine jusqu'en avril 1951, représentant « the last hurrah of the noninterventionists of 1939-41⁴³ », et qui illustre la fragilité du consensus internationaliste d'après-guerre. À l'occasion dudit discours, écouté de plusieurs millions d'Américains, Hoover, entre autres choses, s'en prend à la volonté du gouvernement Truman d'offrir une résistance à l'expansion du communisme par l'entremise de guerres terrestres menées en Europe et en Asie. Une telle stratégie, à son avis, « would slaughter millions of Americans and "end in the exhaustion of this Gibraltar of Western Civilization"⁴⁴ ». Irrité en outre par le maigre support militaire européen dans le conflit coréen et l'inertie des mêmes alliés du Vieux Continent à vouloir contribuer significativement à la force défensive de l'OTAN⁴⁵, Hoover, qui concède la victoire aux communistes en Corée, réclame à cor et à cri une approche « Forteresse Amérique » (*Fortress America*) privilégiant le recours à la seule puissance aérienne et navale des États-Unis pour protéger leurs intérêts dans l'Atlantique et dans le Pacifique⁴⁶.

Comme on le devine, un tel discours, par lequel Hoover entend miser « on the unpopularity of the Korean War to reverse American overseas policy⁴⁷ », génère une vive réaction aux États-Unis. Ainsi, des revues telles *Time* et *Newsweek* ne manquent pas de réproucher l'allocution en question : la première déplore que « [i]solationism had come to life again⁴⁸ », alors que la seconde, par l'intermédiaire de son commentateur Ernest Lindley, invoque une diversité de motifs : « It is a policy of passive defense on a line drawn outside the Continent of Eurasia. It would surrender Western Europe and the Middle East to the Communists. It would repudiate the concept of collective security⁴⁹. » Même son de cloche du président Truman pour qui l'endossement des idées de Hoover et Kennedy ne signifierait rien de moins qu'un retour aux politiques isolationnistes de l'entre-deux-guerres⁵⁰. Quant à lui, le sénateur républicain Wayne Morse (Oregon) y voit des retombées pernicieuses pour l'OTAN : « One of the things that concern me about some of the assumptions in the Hoover speech [...] is the great danger that psychologically it will be looked upon by many in

Europe as an invitation to surrender Europe to communism [...]. I fear that there are many people in Europe who will look upon the speech as a weakening of the North Atlantic Pact⁵¹. » Des journaux comme le *New York Times*, le *Washington Star*, le *Boston Herald* et le *Lowell Sun* réprimandent également l'allocution du 20 décembre⁵². Au dire du *Atlanta Constitution* et de son respecté rédacteur Ralph McGill, « the former President's policy of "withdrawing nationally to an ivory tower over which he could hang armor plate [...] is national suicide" ». Ce n'est pas tout: un sondage Gallup de janvier 1951 révèle que « 55 % of the American people answered "Send overseas" to the question "Do you think the United States should keep all of her troops over here and defend only North and South America, or do you think we should send more troops to Europe to be ready to help fight communism there? ", compared to 35 % who responded "Keep here" ⁵³ ». Bien sûr, la position de l'ex-chef de l'Exécutif n'est pas de nature à réjouir la presse européenne. Le *London Daily Telegraph*, à titre d'exemple, s'insurge de ce que Hoover préconise délibérément « a course which would make America "an isolated and ultimately indefensible free society in an enslaved and hostile world" ⁵⁴ ».

Cela dit, il appert que la majorité des journaux américains réagissent favorablement au discours du natif de l'Iowa. En fait, Hoover, qui a mandaté une agence de presse de lui fournir un portrait exhaustif des réactions éditoriales à son allocution⁵⁵, affirme que 68 % des quotidiens de s'être prononcés sur la question ont donné un appui ferme à celle-ci comparativement à un maigre 24 % à avoir exprimé une nette opposition⁵⁶. Le discours du 20 décembre est encensé notamment du *Chicago Tribune* comme en fait foi cet extrait d'un éditorial: « Mr. Hoover's speech sought to rally common sense against hysteria. The people are with him. If Congress does not adopt his ideas, it will be because some Democrats put loyalty to Truman and [Secretary of State Dean] Acheson above loyalty to their country⁵⁷. » Les réactions dithyrambiques s'observent aussi du côté de *Capitol Hill*: des parlementaires tels John Rankin (Mississippi), Clare Hoffman (Michigan), Edward Jenison (Illinois) et Paul Shafer (Michigan), pour ne nommer que ces quelques membres de la Chambre des représentants, disent pleinement approuver le laïus de Hoover⁵⁸. Même chose pour des sénateurs républicains du Mid-Ouest tels Hugh Butler (Nebraska), Kenneth Wherry (Nebraska) et William Langer (Dakota du Nord). De dire par exemple le premier: « Hoover's masterful address [...] was a welcome breath of fresh air⁵⁹. » De confier Butler à un électeur: « As Mr. Hoover said, it is perfectly obvious that we cannot defend every country in the world, particularly those which will not mobilize to defend themselves⁶⁰. » Tout aussi dépourvus d'équivoque sont les propos du second: « I agree enthusiastically with Mr. Hoover's statement that it would be a futile dissipation of American resources in manpower, materials and money to

expend them further in the absence of tangible evidence of effective defense assistance from the other Free Nations⁶¹. » Quant à Langer, il qualifie l'intervention de Hoover du 20 décembre d' « admirable speech⁶² » et, à un électeur, il déclare sans détour « that the proposals of [the] former President [...] should be followed⁶³ ». De manière similaire, un examen de la correspondance de décembre 1950 de l'ancien chef de l'Exécutif révèle qu'il reçoit alors les éloges d'une myriade de personnalités. C'est notamment le cas de Bruce Barton, dirigeant d'une agence de publicité et ex-représentant isolationniste de New York, qui lui fait savoir que son allocution « will make American history, and will be remembered as one of the greatest of your many contributions to the nation⁶⁴ », alors que le journaliste Felix Morley le félicite chaudement pour son « great speech⁶⁵ ». Bonner Fellers, membre influent du *Republican National Committee* qui a servi comme conseiller du général Douglas MacArthur aux Philippines durant les années 1930, en est un autre qui ne tarit pas d'éloges envers les idées de Hoover comme en témoigne cet extrait d'une lettre du 27 décembre :

Your December 20 speech was magnificent. It reflected deep conviction; it was aggressive – convincing. Except among administration leftists and a few others who are well meaning but ignorant of the facts, your speech made a terrific impact on the American people. It will serve to unify us – especially will it solidify opposition in the Congress against the ruinous Truman program. The administration program to fight Communism is so fatuous that it could well have been conceived in Moscow. It is so costly that even without war, it will destroy our economy and sovietize the government⁶⁶.

Il appert en outre que les idées de Hoover suscitent une sympathie non négligeable au sein de la population à en croire les sénateurs internationalistes de l'État de New York Irving Ives (républicain) et Herbert Lehman (démocrate) : ces derniers rapportent que les lettres reçues immédiatement après le fameux discours, dans une proportion de plus de 90 %, expriment des opinions en faveur du point de vue de l'ex-président⁶⁷.

Naturellement, durant la *Great Debate*, Hoover, sidéré par les coûts d'entretien faramineux d'une division de l'armée américaine⁶⁸, ne manque pas une occasion de revenir sur des éléments-clés de son discours de décembre. D'affirmer l'ancien chef de l'Exécutif, un ardent partisan de la Résolution Wherry⁶⁹, au cours d'une allocution radiophonique du début février 1951 :

[The Western] Hemisphere can be defended from Communist armies come what will. It is still surrounded with a great moat. To transport such invading armies either 3,000 miles across the Atlantic or 6,000 miles across the Pacific would require transport ships and naval protection which the Russians do not possess and could not build or seize [...]. If we have a proper naval and air strength, we could sink them in mid-ocean [...]. Communist armies can no more get to Washington than any allied armies can get to Moscow [...]. I suggest that air power and the navy is the alternative to sending Ameri-

can land divisions to Europe. With our gigantic productive capacity and within our economic strength we can build and sustain overwhelming air and sea forces held on our home ground ready in case of attack [...]. The whole Korean tragedy is developing proof that the way to punish aggressors is from the air and sea and not by land armies. It would be infinitely less costly in dead and disaster⁷⁰.

Convaincu que le Japon, Formose et les Philippines représentent « vital links in our national security⁷¹ », Hoover, qui estime que le Congrès doit absolument recouvrer ses prérogatives constitutionnelles en matière de déclaration de guerre⁷², donne libre cours à son ressentiment vis-à-vis des alliés européens dans une déposition effectuée quelques semaines plus tard devant les commissions sénatoriales sur les relations extérieures et les forces armées :

It must be acknowledged that the will to preparedness of the European Atlantic Pact nations (outside of Britain) has been most discouraging [...]. Under Article III of [the 1949 Atlantic] Pact, each member agreed to develop its own armed forces to resist attack. So far as is known, despite our supplies of resources, hardly a "battle worthy" division has been created by any of the Continental European members in these two years. There has been some evidence of more action, but it does not represent a burst of speed. These European North Atlantic Pact nations, which today have less than 15 battle worthy divisions available, did, in both World War I and World War II, place 170 such divisions in the field in sixty days⁷³.

L'intérêt d'Herbert Hoover pour la politique étrangère de son pays, on le devine, ne s'amenuise nullement après le dénouement du *Great Debate* au printemps 1951. Les derniers mois de la présidence Truman, à vrai dire, voient un certain nombre d'interventions de sa part. Dans un discours de la fin janvier 1952, par exemple, il rappelle que « Western European nations are contributing less than 10% of the total military expenditures of the North Atlantic Pact Nations » et insiste sur la nécessité qu'ont les États-Unis de défendre « this final Gibraltar of freedom – that is the Western Hemisphere⁷⁴ ». Au cours de la même allocution, louangée entre autres par l'ancien sous-secrétaire d'État William Castle⁷⁵ et du respecté sénateur de l'Ohio Robert Taft⁷⁶, Hoover vitupère aussi contre le congédiement du général MacArthur⁷⁷ et se montre toujours amer envers l'ONU : « Our relations to the United Nations Charter should be revised. It must not be allowed to dominate the internal sovereignty of our Government. Our Courts have already made decisions that the Charter overrides our domestic laws⁷⁸. » Finalement, avec la venue de la campagne présidentielle de 1952, l'ex-chef de l'Exécutif donne son appui enthousiaste à la candidature de Robert Taft, « probably the most influential Republican in Congress⁷⁹ », et dont les vues isolationnistes en politique étrangère ne font alors aucun doute⁸⁰. De faire valoir Hoover à l'occasion de la convention du *Grand Old Party* : « Senator Taft has long proved his

forthrightness, integrity and absolute devotion to public interest, and he has had long experience in government. His leadership in the Senate has provided the Republican Party with a fighting opposition to the currents of collectivism in the country. This convention meets not only to nominate a candidate but to save America⁸¹». Dans les circonstances, la nomination au premier tour d'Eisenhower n'est pas vraiment de nature à lui plaire⁸².

Palinodies et impact de Hoover: le point

Ayant complété notre bref portrait de l'attitude de Hoover en matière de politique étrangère durant l'ère Truman, il convient maintenant d'examiner plus en profondeur, tel que mentionné en introduction, sa position qui peut sembler ambivalente à première vue. Pourquoi s'avère-t-il réceptif au credo internationaliste avant 1950? Comment s'explique le comportement foncièrement isolationniste de Hoover pendant la période 1950-1952? Doit-on se contenter des arguments invoqués dans ses allocutions publiques pour la pleine compréhension de sa conduite plutôt conservatrice concernant les affaires étrangères? Apparaît-il comme un membre influent de la communauté isolationniste américaine d'après-guerre?

La position somme toute internationaliste⁸³ de Hoover avant 1950 surprend assez peu si l'on prend en considération certains de ses antécédents. Qu'il suffise de mentionner que celui-ci, qui a effectué maints séjours à l'étranger (Australie, Chine, Russie, etc.) en tant qu'ingénieur minier⁸⁴, a supervisé divers programmes d'assistance économique des Alliés à l'époque de la Première Guerre mondiale et s'est même retrouvé à la tête de la *U.S. Food Administration*, un organisme fédéral créé en 1917 visant entre autres à accroître la production de céréales et de viande dont dépendaient alors grandement les Européens pour leur subsistance⁸⁵. Il convient en outre d'ajouter que «l'humanitariste» Hoover, partisan de l'adhésion de son pays à la Société des Nations et la *World Court*⁸⁶, a préconisé pendant sa présidence un esprit de coopération internationale dans le but d'abaisser les barrières douanières⁸⁷. Dans les circonstances, que celui-ci soit plutôt bien disposé envers l'ONU et l'aide étrangère au commencement de la guerre froide n'a donc rien de vraiment surprenant.

L'effritement de la rhétorique internationaliste de Hoover, nettement perceptible à partir du début 1950, revêt également un caractère compréhensible, encore que l'ancien chef de l'Exécutif, initialement un opposant à la participation des États-Unis dans la Seconde Guerre mondiale «on the grounds that it was out of the American sphere of interest⁸⁸», refuse alors catégoriquement l'étiquette d'*isolationniste*. Plutôt sceptique face aux insinuations du sénateur Joseph McCarthy concernant la soi-disant «infiltration» du département d'État par les communistes⁸⁹, Hoover déclare notamment à l'occasion du *Great Debate*: «I am not advocating isolationism

[...]. I have proposed no retreat, no withdrawal. I have proposed no repudiation of treaties or obligations. Rather, I have proposed that the pledges to the Congress and the American people be kept⁹⁰.»

Mais que faut-il entendre par *isolationnisme* ? Bien que cette notion ne soit pas simple à définir⁹¹ et parfois associée à des concepts tels ceux d'*unilatéralisme* et de *pacifisme*⁹², elle est souvent employée, spécialement à cette époque, « to indicate a policy of abstaining from an active role in international affairs⁹³ ».

Cela dit, la propulsion isolationniste de Hoover durant l'ère Truman est certainement alimentée par le fait que celui-ci, abonné au bulletin conservateur *Human Events*⁹⁴, compte alors parmi son vaste réseau de connaissances des personnalités résolument anti-interventionnistes telles Harry Elmer Barnes, Bonner Fellers, Joseph Kennedy, Bruce Barton, Felix Morley et celui que l'historien Justus Donecke n'hésite pas à qualifier de « close friend⁹⁵ » : Robert Taft⁹⁶. Il apparaît plausible en outre de postuler que les croyances religieuses de l'ex-président, instillées largement et strictement par sa mère, « an ordained Quaker minister⁹⁷ », ont aussi contribué un tant soit peu à modeler son comportement en matière de politique étrangère. C'est du moins ce que fait valoir l'historienne Joan Hoff pour la période de l'entre-deux-guerres : « Drawing on his early Quaker training, Hoover dealt with U.S. foreign relations by relying on the power of negotiation rather than use of force, especially in Central America and the Caribbean, and by his support of arms limitation⁹⁸. » Que le quakerisme professé durant son enfance a pu également façonner sa diatribe croissante contre l'internationalisme et l'interventionnisme durant l'ère Truman s'avère probablement une piste d'explication admissible. Parmi les dogmes intangibles de la foi quaker, en effet, figurent le pacifisme⁹⁹ et son corollaire : le refus de porter les armes. Comment dès lors réconcilier de telles composantes fondamentales du quakerisme avec une politique étrangère américaine susceptible de générer, surtout à partir de 1949 avec la militarisation de l'endiguement et la création de l'OTAN, des interventions armées à l'échelle planétaire ? Quoi qu'il en soit, l'attachement indéfectible de l'ancien chef de l'Exécutif à sa foi ne semble nullement altéré en ce début de guerre froide comme en témoigne la seule remarque de 1949 du représentant républicain John Sanborn (Idaho) à l'effet que « [Hoover] never lost the Quaker imprint¹⁰⁰ ».

Il ne faut pas perdre de vue non plus que la critique de Hoover face à la politique étrangère de son pays coïncide avec l'érosion progressive, dès la fin 1949, du « consensus bipartite » (*bipartisanship*), c'est-à-dire cette forme de collaboration tacite d'après-guerre prévalant notamment au Congrès entre démocrates et républicains relativement aux dossiers-clés de politique étrangère et qui avait permis à des mesures comme la doctrine Truman, le plan Marshall et le pacte de l'Atlantique Nord de voir le

jour¹⁰¹. Indépendamment des raisons pouvant expliquer ce déclin du *bi-partisanship*¹⁰², il va de soi qu'un tel élément contextuel est de nature à inciter Hoover à joindre ses collègues républicains (tant ceux du Congrès que ceux œuvrant à l'extérieur de celui-ci) dans leur dénonciation de la politique étrangère de Truman. Parmi lesdits collègues républicains de *Capitol Hill*, incidemment, figure entre autres le sénateur Forrest Donnell (Missouri) dont l'attitude en matière de politique étrangère rappelle quelque peu celle du natif de l'Iowa : avant de dénigrer vertement la politique étrangère de Truman en 1949-1950, le parlementaire du Missouri s'est fait connaître pour son soutien à l'ONU, la doctrine Truman et le plan Marshall...¹⁰³

Par ailleurs, compte tenu des fréquentes admonestations de Hoover vis-à-vis des alliés européens dans le contexte de l'épisode coréen et du débat à survenir concomitamment sur le Vieux Continent en rapport avec le projet de création d'une Communauté européenne de défense (CED), il est tentant d'avancer que son approche « Forteresse Amérique » ait pu être dictée en partie par une volonté de sa part de faire pression sur les Européens afin que ces derniers acquiescent promptement à une forme tangible de réarmement, notamment celui de la République fédérale d'Allemagne (RFA). C'est du moins ce que semblent suggérer certains observateurs de l'époque, dont Raymond Daniell, correspondant du *New York Times* à Londres. De dire par exemple celui-ci en lien avec le fameux discours de Hoover de décembre 1950 : « Over here, on the side of the world that can be most easily overrun by the Soviet Army [,] these words take on an ominous meaning [...]. Just when Europe has been asked to agree to a dangerous proposal, namely arming the Germans, the elder statesman of the Republican Party advocates publicly a policy of withdrawal from Europe¹⁰⁴. »

* * *

En terminant, il peut s'avérer légitime, dans ce contexte de propagation de la doctrine internationaliste inhérent aux années Truman, de chercher à minimiser l'influence de Hoover en matière de politique étrangère, et ce, même si Henry Wallace, ex-vice-président de Franklin Roosevelt, prétendait en 1947 que « it is Hoover's thinking which guides our foreign policy¹⁰⁵ ». Il ne faut pas perdre de vue cependant que l'ancien titulaire de la Maison-Blanche, qui élit domicile à New York après le décès de son épouse en 1944¹⁰⁶, apparaît alors comme une figure on ne peut plus respectée au sein des milieux conservateurs comme en font foi les multiples références laudatives à son nom en ces années. Pour le sénateur Kenneth Wherry, incidemment, « [t]he counsel and admonitions of the only living former President command the attention of our people, because his is a voice of

experience in the highest public office in the land¹⁰⁷ ». Une telle situation surprend d'autant moins que Hoover, entre autres par l'entremise de ses discours radiophoniques et télévisés dans lesquels sa rhétorique isolationniste est éloquemment distillée, parvient souvent à joindre un vaste auditoire. Selon la revue *Newsweek*, en fait, ses idées de politique étrangère suscitent un attrait évident : « Hoover [...] spoke not only for a big section of the Republican Party but for many citizens who thought America's foreign policy was wasting lives and treasure recklessly¹⁰⁸ ». De sa fameuse allocution de décembre 1950, le commentateur Raymond Moley du même périodique en vient même à affirmer : « he was speaking the minds of millions of Americans¹⁰⁹ ». Quoi qu'il en soit, il ne faut pas s'étonner de ce que Hoover – dépeint au Congrès en ces années comme « our only living ex-President » et « the greatest living American¹¹⁰ » – prenne une part active aux conventions républicaines de 1948 et 1952¹¹¹. Bien que celle de 1952 n'épouse pas sa position pro-Taft et que la population américaine tende à cette époque à désapprouver la stratégie de primauté du théâtre asiatique¹¹², il apparaît plausible de croire que le dénouement du *Great Debate* au printemps 1951 ne représente nullement une défaite aux yeux de cette figure de proue du *Grand Old Party*. L'issue de ce débat-clé de politique étrangère, à vrai dire, survient au début avril lorsque la chambre haute du Congrès donne son assentiment à un amendement du sénateur démocrate John McClellan (Arkansas) approuvant l'envoi en Europe occidentale des quatre divisions américaines réclamées par Truman (voir note 69), mais tout en affirmant « that no more troops should be sent without explicit congressional consent¹¹³ ». Si les archives de Hoover fournissent peu d'indications sur la nature de sa réaction spécifique en regard du dénouement du *Great Debate*¹¹⁴, nous savons en revanche qu'un quotidien isolationniste tel le *Washington Times-Herald* interprète alors l'aboutissement d'avril 1951 comme « a victory for a "nationalistic foreign policy" ».

Il serait intéressant éventuellement de se pencher sur l'attitude de l'ancien président des États-Unis vis-à-vis de la politique étrangère du gouvernement Eisenhower et d'examiner en particulier sa réaction face à l'approche de défense nationale *New Look* mise de l'avant dès 1953¹¹⁵ et à la défaite du fameux Amendement Bricker en 1954¹¹⁶.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Pour leurs commentaires constructifs exprimés sur une version antérieure dudit texte, nous tenons à remercier les historiens Albert Berger (University of North Dakota) et Gerald Anderson (North Dakota State University). Les remarques formulées par les évaluateurs anonymes du *Bulletin d'histoire politique* ont également été appréciées.
2. La mort de Hoover, incidemment, fera dire au président Lyndon Johnson que « the world has lost a humanitarian citizen of all mankind ». Irina Belenky,

- «The Making of the Ex-Presidents, 1797-1993: Six Recurrent Models», *Presidential Studies Quarterly*, vol. 29, n° 1, mars 1999, 158.
3. De souligner l'historien David Burner : «Much of Hoover's attack on the New Deal [...] did concern the power it was bestowing on government. [...] [For him], [t] he New Deal was erecting a "Fascist-Nazi state" ». David Burner, *Herbert Hoover: A Public Life*, New York, Alfred A. Knopf, 1979, p. 328.
 4. Eleanora W. Schoenebaum (éd.), *Political Profiles: The Truman Years*, New York, Facts On File, Inc., 1978, p. 236-237; Gary Dean Best, «Herbert Hoover», dans Richard S. Kirkendall (dir.), *The Harry S. Truman Encyclopedia*, Boston, G. K. Hall & Co., 1989, p. 159. La notion d'isolationnisme sera explicitement définie dans la seconde partie.
 5. Ce concept sera clarifié plus loin.
 6. Ted Galen Carpenter, *The Dissenters: American Isolationists and Foreign Policy, 1945-1954*, Thèse de doctorat, Université du Texas à Austin, 1980.
 7. Justus D. Doenecke, *Not to the Swift: The Old Isolationists in the Cold War Era*, Lewisburg, Bucknell University Press, 1979.
 8. Selig Adler, *The Isolationist Impulse: Its Twentieth Century Reaction*, New York, Collier Books, 1957.
 9. Norman A. Graebner, *The New Isolationism: A Study in Politics and Foreign Policy since 1950*, New York, Ronald Press Company, 1956.
 10. Callum A. MacDonald, *Korea: The War before Vietnam*, New York, Free Press, 1986, p. 81 ; Burton I. Kaufman, *The Korean War: Challenges in Crisis, Credibility, and Command*, New York, Alfred A. Knopf, 1986, p. 123. S'inscrivant dans le contexte de la guerre de Corée, ce débat-clé de 1950-1951, troublant profondément le secrétaire d'État Dean Acheson, porte sur la nature et les objectifs de la politique étrangère américaine. L'Asie est-elle plus importante que l'Europe dans le combat contre le communisme ? Les États-Unis sont-ils liés par trop d'engagements à l'échelle du globe ? Telles sont quelques-unes des questions qui surgissent alors et pour lesquelles Hoover ne manque pas d'afficher des positions tranchées.
 11. Joan Hoff, «Hoover, Herbert Clark», dans John A. Garraty et Mark C. Carnes (dir.), *American National Biography*, New York, Oxford University Press, 1999, p. 155.
 12. Voir notamment Claudia Flores, «The United Nations Needs Reform, Not Criticism of its Purpose», *Fortune*, 25 septembre 2017; Maya Rhodan, «Here Are All the Times Donald Trump Bashed the United Nations Before Speaking There», *Time*, 18 septembre 2017; et Ian Johnston, «Donald Trump dismisses the United Nations as a "club" for people to "have a good time" », *The Independent*, 26 décembre 2016.
 13. Dans sa biographie *Herbert Hoover: A Public Life* (1979), l'historien David Burner, par exemple, ne consacre à cet aspect que quelques paragraphes en épilogue, soulignant notamment que «the ex-President, [in 1950], firmly opposed both the military intervention in Korea and the sending of four American divisions to Europe following the outbreak of hostilities» (David Burner, *op. cit.*, p. 335). Si ledit aspect est abordé de manière plus détaillée par Gary Dean Best dans son étude *Herbert Hoover: The Postpresidential Years, 1933-1964* (1983), l'auteur en question, pour ses chapitres

consacrés exclusivement aux années Truman, a omis de consulter certaines sources intéressantes (sondages Gallup, *Newsweek*, *Chicago Tribune*, etc.). Pour ces mêmes chapitres, Best, par ailleurs, a fait un usage plutôt parcimonieux du riche *Congressional Record*.

14. Gary Dean Best, *Herbert Hoover: The Postpresidential Years, 1933-1964*, vol. I: 1933-1945, Stanford, Hoover Institution Press, 1983, p. 275.
15. *Ibid.* Incidemment, dans son bref ouvrage *The Basis of Lasting Peace* (1945), Hoover avait été plutôt critique face au programme émanant de la conférence de Dumbarton Oaks de 1944 visant à mettre sur pied une Organisation des Nations Unies (Joan Hoff Wilson, *Herbert Hoover: Forgotten Progressive*, Boston, Little, Brown and Company, 1975, 249 p.).
16. Gary Dean Best, *op. cit.*, vol. I, p. 275.
17. *Ibid.*, p. 277. Une telle position a de quoi étonner compte tenu du fait que Hoover, dans un mémorandum du printemps 1945, avait clairement laissé entendre qu'une invasion de l'archipel nippon serait susceptible d'entraîner dans la mort entre 500 000 et un million d'Américains. Voir Robert James Maddox, *Weapons for Victory: The Hiroshima Decision Fifty Years Later*, Columbia, University of Missouri Press, 1995, p. 61 ; J. Samuel Walker, «Recent Literature on Truman's Atomic Bomb Decision: A Search for Middle Ground», *Diplomatic History*, vol. 29, n° 2, avril 2005, p. 323.
18. Gary Dean Best, *op. cit.*, vol. II: 1946-1964, p. 295.
19. *Ibid.*, p. 282.
20. Gary Dean Best, *op. cit.*, vol. I, p. 276.
21. *Congressional Record*, 18 septembre, 1945, A3918, A3917.
22. *Ibid.*
23. *Ibid.*
24. Gary Dean Best, *op. cit.*, vol. II, p. 300. Il convient toutefois de noter que Hoover, en 1946, s'est avéré un adversaire du *British loan* par lequel Washington a consenti, pour la reconstruction de la Grande-Bretagne, un prêt de 3,75 milliards de dollars (*Congressional Record*, 2 juillet 1946, A3874). Cette aide économique, approuvée par le Sénat en mai, prévoyait en outre l'annulation des dettes restantes de prêt-bail contractées par Londres (Ted Galen Carpenter, *op. cit.*, p. 100 et 119; Justus D. Doenecke, *op. cit.*, p. 58-59).
25. «The Marshall Plan – Statement from Herbert Hoover to Senator Arthur H. Vandenberg –», 22 janvier 1948, archives de Herbert Hoover [ci-après AHH], boîte 3051, Herbert Hoover Presidential Library, West Branch, Iowa.
26. *Ibid.*
27. Gary Dean Best, *op. cit.*, vol. II, p. 299 et 306.
28. «The Marshall Plan – Statement from Herbert Hoover to Senator Arthur H. Vandenberg –», *op. cit.*
29. Présenté par le président Truman en janvier, ce programme préconise entre autres une assistance technique aux nations en voie de développement. Ce n'est toutefois qu'en mai 1950 que celui-ci, en dépit d'une vive opposition des républicains, reçoit l'approbation du Congrès. Ratifié par Truman au début juin, l'*Act for International Development* entend consacrer une somme de 35 millions de dollars à l'assistance technique (Thomas G. Paterson, «Point Four Program», dans Richard S. Kirkendall (dir.), *op. cit.*, p. 279).

30. Rappelons que c'est le 4 avril, à Washington, qu'est signé le Pacte atlantique par lequel 10 nations européennes établissent une alliance militaire avec les États-Unis et le Canada. Le fameux article 5 dudit pacte stipule qu'une attaque perpétrée contre l'un des membres sera considérée comme une attaque contre tous. C'est à la fin juillet que le Sénat, par un vote très majoritaire, donne finalement son aval à l'adhésion de la nation américaine au traité de l'Atlantique Nord. Pour la première fois de leur histoire, les États-Unis contractent ainsi une alliance militaire en temps de paix.
31. Gary Dean Best, *op. cit.*, vol. II, p. 324.
32. L'historienne Joan Hoff prétend néanmoins que Hoover, dès la fin des années 1940, ne cache nullement son opposition à l'établissement de l'OTAN (Joan Hoff, « Hoover, Herbert Clark », *loc. cit.*, p. 154). Notre examen des archives de Hoover, cependant, ne révèle rien de tel.
33. *Congressional Record*, 10 août 1949, A5185.
34. Concernant sa présidence de cette importante commission créée en 1947, l'historien Gary Dean Best affirme : « Far from being merely a titular head, despite his advanced age, Hoover dominated the commission through his expertise and capacity for hard work. The commission's agenda, and the effort to get its recommendations adopted, occupied much of the next two years of his life » (Gary Dean Best, « Herbert Hoover », dans Richard S. Kirkendall (dir.), *op. cit.*, p. 159).
35. Gary Dean Best, *op. cit.*, vol. II, p. 333.
36. *Congressional Record*, 1^{er} mai 1950, A3125.
37. *Congressional Record*, 3 mai 1950, A3236.
38. À l'occasion d'une allocution du 28 juin, il déclare : « When the United States draws the sword, there is only one course for our people. Like others, I have opposed many of our foreign policies but now is not the time to argue origins, mistakes, responsibilities or consequences. There is only one way out of such situations as this; that is to win. To win, we must have unity of purpose and action » (« Statement on the Korean Situation, Recorded for Broadcast on NBC "Voice of Events" Program of July 1, 1950 », 28 juin 1950, AHH, boîte 3238). Voir aussi le discours de Hoover prononcé au début juillet à Emporia (Kansas), dans *Congressional Record*, 13 juillet 1950, A5117.
39. Gary Dean Best, *op. cit.*, vol. II, p. 337.
40. *Ibid.*
41. Le 12 décembre, devant des étudiants de l'Université de Virginie, Kennedy déclare notamment que la politique étrangère américaine revêt un caractère suicidaire. Convaincu que la politique d'endiguement du communisme « involved foreign commitments beyond the nations's capacity to fulfil » et estimant que les alliés européens n'affichent nullement « the requisite will or unity to resist Soviet expansion », l'ex-ambassadeur préconise rien de moins que « an immediate withdrawal of US armed forces from Korea and every other major point in Asia not vital to US security, followed by the application of "the same principle to Europe" ». Voir Ted Galen Carpenter, « United States' NATO Policy at the Crossroads: The "Great Debate" of 1950-1951 », *International History Review*, vol. VIII, n° 3, août 1986, p. 402.

42. L'expression provient du magazine *Life* qui réfère alors au « great debate on foreign policy that tugged at the nation's mind and soul ». Voir Burton I. Kaufman, *op. cit.*, p. 124.
43. David R. Kepley, *The Collapse of the Middle Way: Senate Republicans and the Bipartisan Foreign Policy, 1948-1952*, Westport, Greenwood Press, 1988, p. 102.
44. Ted Galen Carpenter, *loc. cit.*, p. 403. Fait à noter, les préoccupations de Hoover en rapport avec les guerres terrestres menées en Europe et en Asie étaient déjà perceptibles dans un discours sur le conflit coréen diffusé le 19 octobre. De dire entre autres celui-ci : « We must realize, and the world must realize, that 160 000 000 Americans cannot alone maintain the safety of the world against 800 000 000 Communists on the fronts of both Europe and Asia ». Voir *Congressional Record*, 5 décembre 1950, A7451.
45. Ted Galen Carpenter, *loc. cit.*, p. 403.
46. Wayne S. Cole, « Isolationism », dans Richard S. Kirkendall (dir.), *op. cit.*, p. 180. Pour Hoover, la nation américaine, en se fiant à sa seule puissance aérienne et navale, « could control the Atlantic and Pacific Oceans so effectively as to render impossible any Russian invasion of the [W]estern [Hemisphere] » (Ted Galen Carpenter, *loc. cit.*, p. 404). Incidemment, en dépit de similitudes évidentes entre les discours de Hoover et Kennedy, Ted Galen Carpenter relève néanmoins des différences marquées sur des aspects fondamentaux : « Unlike Kennedy, Hoover did not call for an immediate US withdrawal from Western Europe, and he clearly did not share the ambassador's complacent attitude concerning possible Soviet control of that continent » (*Ibid.*, p. 403).
47. Donald J. Mrozek, « Progressive Dissenter : Herbert Hoover's Opposition to Truman's Overseas Military Policy », *Annals of Iowa*, vol. 43, 1976, p. 277-278. Au dire de Mrozek, incidemment, la campagne visant à contrer la stratégie militaire d'outre-mer de Truman représente « a conservative move "to vindicate and restore the political economy swamped by the New Deal and World War II" » (*Ibid.*, p. 278).
48. *Time*, 1^{er} janvier 1951, p. 6.
49. Ernest K. Lindley, « The Republican Schism », *Newsweek*, 8 janvier 1951, p. 24. Pour sa part, la revue *New Republic* prétend que l'adoption des recommandations de Hoover serait de nature à inciter Staline à attaquer promptement l'Europe occidentale. À ce sujet, voir Burton I. Kaufman, *op. cit.*, p. 123.
50. Ted Galen Carpenter, *loc. cit.*, p. 405.
51. *Congressional Record*, 21 décembre 1950, p. 16907.
52. « Mr. Hoover's Counsel », éditorial, *New York Times*, 21 décembre 1950, p. 28 ; *Congressional Record*, 4 janvier 1951, A28-A29 ; 5 janvier 1951, A41, A44. Par exemple le *Washington Star* dira, en éditorial : « [T]his newspaper believes that the course which the former President has advocated is a course which, if followed at this time, can lead us only to disaster » (*Congressional Record*, 5 janvier 1951, A41).
53. George H. Gallup, *The Gallup Poll : Public Opinion 1935-1971*, vol. II : 1949-1958, New York, Random House, 1972, p. 961.
54. « A Bad Press in Europe For Mr. Hoover », *New York Journal-American*, 28 décembre 1950, AHH, boîte 161. Voir aussi Burton I. Kaufman, *op. cit.*, p. 129.

55. Herbert Hoover to the Honorable William F. Knowland, 11 janvier 1951, AHH, boîte 3267.
56. *Ibid.* Cette revue de l'agence de presse, incidemment, montre un fort appui éditorial à Hoover dans des régions telles la Nouvelle-Angleterre, le Mid-Ouest et le secteur des Rocheuses. En revanche, les journaux en provenance des États sudistes de la côte atlantique figurent parmi ceux qui désapprouvent le plus le discours du 20 décembre (*Ibid.*). Pour mieux comprendre le fort sentiment internationaliste prévalant au Sud durant les années 1940 et particulièrement pendant la Seconde Guerre mondiale, voir Alexander DeConde, « The South and Isolationism », *Journal of Southern History*, vol. 24, août 1958, p. 342-345.
57. « Mr. Hoover Speaks for the Nation », éditorial, *Chicago Tribune*, 22 décembre 1950, p. 1-14. Dépeindre Hoover comme un *isolationniste*, par ailleurs, s'avère un non-sens pour le journal de l'Illinois : « As a young engineer, Mr. Hoover's profession took him to Australia and to China, and before long he was rehabilitating sick mining properties in almost every considerable mining field of the world. [...] From 1915 to 1919, as chairman of the Commission for Relief in Belgium, Mr. Hoover was in charge of feeding 10 million people in Belgium and northern France. [...] As President, Mr. Hoover described the Hawley-Smoot tariff bill as vicious. [...] This incomplete listing of Mr. Hoover's many service does not suggest the hallmark of an isolationist; rather, this was internationalism in its only good sense – labor in the service of humankind » (« The "Isolationist" Mr. Hoover », éditorial, *Chicago Tribune*, 4 janvier 1951, p. 1-18).
58. *Congressional Record*, 21 décembre 1950, A7879; 28 décembre 1950, A7912; 1^{er} janvier 1951, A7979-A7980; 4 janvier 1951, A25. Rankin, par exemple, qualifie le discours de Hoover comme « one of the greatest speeches ever delivered by an American statesman in all the history of this Republic » (*Congressional Record*, 21 décembre 1950, A7879).
59. Public Statement on Foreign Policy, 2 janvier 1951, archives de Hugh Butler, boîte 377, Nebraska State Historical Society, Lincoln, Nebraska.
60. Hugh Butler to Clyde Moore, 5 janvier 1951, archives de Hugh Butler, boîte 338.
61. Kenneth Wherry's Statement on Foreign Policy, 22 décembre 1950, archives de Kenneth Wherry, boîte 18, Nebraska State Historical Society, Lincoln, Nebraska.
62. William Langer to Frederick C. Schmidt, 24 janvier 1951, archives de William Langer, boîte 480, Chester Fritz, Library, University of North Dakota, Grand Forks, Dakota du Nord.
63. William Langer to Guy L. Ireland, 19 février 1951, archives de William Langer, boîte 480. Voir aussi *Congressional Record*, 12 février 1951, p. 1205.
64. Bruce Barton to Herbert Hoover, 21 décembre 1950, AHH, boîte 13.
65. Felix Morley to Herbert Hoover, 27 décembre 1950, AHH, boîte 155.
66. Bonner Fellers to Herbert Hoover, 27 décembre 1950, AHH, boîte 57. Fellers réitère ce point de vue quelques semaines plus tard dans le bulletin *Human Events* fondé en 1944 par les journalistes Frank Hanighen et Felix Morley. De faire valoir Fellers : « The essence of the Hoover [...] position is a pragmatic, resourceful attempt to deter war, win it if war comes, and in any event avoid the slaughter of millions of our youth on the Eurasian mainland » (Bonner Fellers, « The Real Deterrent », *Human Events*, 24 janvier 1951, AHH, boîte 57).

67. John E. Wiltz, « The Korean War and American Society », dans Francis H. Heller (dir.), *The Korean War: A 25-Year Perspective*, Lawrence, Regents Press of Kansas, 1977, p. 131.
68. Dans une lettre de janvier 1951, Hoover écrit : « Somebody told me that it cost \$450 million to equip an American division; that it cost \$8 000 per annum in pay, [...] food, shelter and clother per man for not only the 16 000 front line men in a division, but that 44 000 more men are required to be in uniform to service each division » (Herbert Hoover to Bonner Fellers, 22 janvier 1951, AHH, boîte 57).
69. Présentée au début janvier 1951 par le sénateur républicain Kenneth Wherry, cette résolution, liée spécifiquement à la volonté de Truman de dépêcher sur le Vieux Continent quatre divisions américaines additionnelles de façon à ragaillardir l'OTAN, exprime le souhait du Sénat « that no ground forces of the United States should be assigned to duty in Europe for the purposes of the North Atlantic Treaty, pending the adoption of a policy with respect thereto by Congress » (Gary Dean Best, *op. cit.*, vol. II, p. 349; voir aussi Burton I. Kaufman, *op. cit.*, p. 128).
70. Herbert Hoover, « Radio Address: "We Should Revise Our Foreign Policies" », 9 février 1951, AHH, boîte 3268.
71. *Ibid.*
72. *Ibid.*
73. Statement of Herbert Hoover before Senate Committees on Foreign Relations and Armed Services, « Defense of Europe », 27 février 1951, AHH, boîte 3271.
74. Herbert Hoover, « The Year Since the Great Debate », 27 janvier 1952, AHH, boîte 3357.
75. Castle confiera à Hoover quelques jours plus tard : « Of course, the press and many individuals attack you just because you do tell the truth, but in the speech in question I would defy anyone to find anything which was inaccurate or ill-advised. You are not an isolationist any more than I am, but you do believe that the good of this country comes first, and not only for the sake of this country but for the sake of the rest of the world you realize as few do what an utter disaster it would be so to drain the resources of the United States that we should be ourselves weak and therefore unable to give a helping hand to others » (William R. Castle to Herbert Hoover, 1^{er} février 1952, archives de William R. Castle, boîte 25, Herbert Hoover Presidential Library, West Branch, Iowa).
76. Robert Taft to Herbert Hoover, 5 février 1952, AHH, boîte 233. Bien que d'importantes similitudes existent alors entre les vues de politique étrangère de Taft et celles de Hoover, Ted Galen Carpenter souligne que le sénateur de l'Ohio apparaît « far less truculent and demanding with respect to the European allies » (Ted Galen Carpenter, *loc. cit.*, p. 406). John Malsberger fera valoir pour sa part : « Taft rejected Herbert Hoover's advice that the United States withdraw to the [W]estern [H]emisphère. Instead, he fully accepted the extension of foreign aid to America's allies, and declared that he was prepared to go to war if Russia attacked any member of the NATO alliance » (John W. Malsberger, *From Obstruction to Moderation: The Transformation of Senate Conservatism, 1938-1952*, Selinsgrove, Susquehanna University Press, 2000, p. 239). Par ailleurs, du discours de Hoover de la fin janvier 1952, le représentant républicain Thomas

Jenkins (Ohio) affirme que celui-ci a été écouté «by millions of Americans and [...] has been widely acclaimed by many people» (*Congressional Record*, 7 février 1952, A745).

77. Hoover dira : «During the past year in Korea, the United Nations vetoed General MacArthur's policies of destroying the Chinese air sanctuary in Manchuria and the employment of Chiang Kai-shek's armies to save American lives. Accordingly we denied ourselves victory» (Herbert Hoover, «The Year Since the Great Debate», *op. cit.*). Incidemment, le natif de l'Iowa, quelques années plus tard, n'hésitera pas à décrire MacArthur comme «our greatest general» (Herbert Hoover to Edgar W. Garbisch, 2 novembre 1959, Private Correspondence, boîte 2, archives de Douglas MacArthur, Jean MacArthur Research Center, Norfolk, Virginie).
78. Herbert Hoover, «The Year Since the Great Debate», *op. cit.*
79. *Newsweek*, 1^{er} janvier 1951, p. 11.
80. Qu'il suffise de rappeler que le politicien de l'Ohio, opposé à la doctrine Truman, a été l'un des 13 sénateurs en 1949 à voter contre l'adhésion des États-Unis au pacte de l'Atlantique Nord (Eleanora W. Schoenebaum, éd., *op. cit.*, p. 534-535).
81. Herbert Hoover, 9 juillet 1952, AHH, boîte 233.
82. Quelques semaines après la convention républicaine, Hoover n'hésite pas à dépeindre Eisenhower comme «a part of Truman's international team» et «one of the architects of its key alliance with [W]estern Europe» (Donald J. Mrozek, *loc. cit.*, p. 288). Malgré sa déception initiale, l'ancien président en vient à se rallier officiellement à «Ike» le 18 octobre à l'occasion d'un discours télévisé sur les ondes de CBS au cours duquel il déclare sans ambages que «General Eisenhower and the Republican ticket should be elected» (Gary Dean Best, *op. cit.*, vol. II, p. 363).
83. De faire remarquer l'historien Justus Doenecke au sujet de la notion d'*internationalisme* : «Unlike the word *isolationist*, the word *internationalist* usually bears a positive connotation. To be an internationalist is to adhere to a far-sighted "large policy" designed to punish "aggression" and to "preserve" the "world community". If used in the purest sense, a genuine internationalist seeks a global community of interest so great that all nations – including the United States – would sacrifice sovereignty in order to preserve it. Common usage of the term, however, denotes a belief that the United States and the rest of the world – and, in particular, Western Europe – are interdependent» (Justus D. Doenecke, *op. cit.*, p. 12).
84. Le sénateur William Langer dira incidemment au sujet de Hoover au début 1951 : «He is a man who has spent the major portion of his adult life in foreign countries. He has taken trips all over the world since he was President» (*Congressional Record*, 12 février 1951, p. 1205).
85. Eleanora W. Schoenebaum, éd., *op. cit.*, p. 235 ; «Hoover, Herbert Clark», dans Steven G. O'Brien, *American Political Leaders: From Colonial Times to the Present*, Santa Barbara, ABC-CLIO, 1991, p. 194.
86. Joan Hoff, «Hoover, Herbert Clark», *loc. cit.*, p. 154. Fait digne de mention, Hoover est l'auteur, durant les années 1950, d'un ouvrage sympathique à l'internationaliste 28^e Président des États-Unis intitulé *The Ordeal of Woodrow Wilson* (Gary Dean Best, *op. cit.*, vol. II, p. 404).

87. *Ibid.*, p. 281. Au sujet des « antécédents internationalistes » de Hoover, voir en outre Brooke L. Blower, « From Isolationism to Neutrality: A New Framework for Understanding American Political Culture, 1919-1941 », *Diplomatic History*, vol. 38, n° 2, avril 2014, p. 350.
88. Eleanor W. Schoenebaum, [éd.], *op. cit.*, p. 236. Pour l'historien Justus Doenecke, Hoover, à vrai dire, figure comme « a major opponent of American entry into World War II » (Justus D. Doenecke, « The Anti-Interventionism of Herbert Hoover », *Journal of Libertarian Studies*, vol. 8, n° 2, été 1987, p. 311).
89. Gary Dean Best, *op. cit.*, vol. II, p. 340-341.
90. Herbert Hoover, « Radio Address: "We Should Revise our Foreign Policies" », *op. cit.* Un tel « déni » de Hoover n'a rien de surprenant si l'on considère cette remarque du magazine *Time* au début 1951 : « Isolationism had become a bad word: most isolationists did not like to be called that » (*Time*, 1^{er} janvier 1951, p. 5). Selon Donald Mrozek, incidemment, Hoover n'a pas vraiment un comportement isolationniste après la Seconde Guerre mondiale : « In labeling Hoover an isolationist, Truman's supporters were wrong. To advocate an actively interventionist policy in Japan and Formosa, to support anti-communist activity in Southeast Asia, to encourage the continuation of United States dominance in the Western Hemisphere, and to call for close ties with Britain and coastal Europe hardly constitutes isolation » (Donald Mrozek, *loc. cit.*, p. 290). Pour sa part, Ted Galen Carpenter dépeint Hoover en ces années comme un *marginal isolationist* (Ted Galen Carpenter, *op. cit.*, p. 48). Carpenter spécifiera, au sujet d'une telle étiquette : « Marginal isolationists were those individuals who generally supported the prevailing foreign policy while adopting dissenting positions on some important issues. Some of them were prewar isolationists who abandoned the doctrine after Pearl Harbor but occasionally drifted back toward their original ideological moorings. Others readily accepted the need for foreign economic aid and even some political entanglements but balked when it came to arms aid or the prospect of America joining old-fashioned military alliances. Still others combined forces with the more committed isolationists only when special issues, such as excessive presidential power over foreign affairs or the danger of foreign interference in America's domestic concerns, were involved » (*Ibid.*, p. 47-48).
91. Justus D. Doenecke, *op. cit.*, p. 11-12.
92. Voir notamment à cet égard Brooke L. Blower, *loc. cit.*, p. 352. Justus Doenecke, de son côté, fait valoir que les isolationnistes ont généralement peu en commun avec les adeptes du *pacifisme* : « They often differed from pacifists – those people who refused to sanction any given war — in being strident nationalists and in endorsing strong military preparations » (Justus D. Doenecke, *op. cit.*, p. 12).
93. John Findling, *Dictionary of American Diplomatic History*, New York, Greenwood Press, 1989, p. 265. Justus Doenecke souligne pour sa part, concernant l'isolationnisme de la période post-1945 : « [D]uring the first decade of the Cold War, the fundamental nature of isolationism was significantly altered. Cold War isolationism, like its predecessors of two world wars, could still be defined in terms of aloofness from European conflicts and retention of the free hand. Yet its focus became concentrated less and less upon withdrawal from

the world's passions and battles, and more and more upon the most hazardous of commitments on the Asian continent» (Justus D. Doenecke, *op. cit.*, p. 10). Quant à lui, Ted Galen Carpenter soutient que toute négation de l'existence même d'un sentiment isolationniste aux États-Unis après la Seconde Guerre mondiale relèverait de la pure méconnaissance : «[I]solationism was scarcely extinct during the post [w]ar decade [...]. Isolationists vigorously resisted America's expanding global commitments even when it was evident that their views could not prevail» (Ted Galen Carpenter, *op. cit.*, p. v ; voir aussi Bernard Lemelin, «An Isolationist Newspaper in an Internationalist Era: The *Chicago Tribune* and U.S. Foreign Policy, 1945-1960», *Journal of Illinois History*, vol. 9, n° 4, hiver 2006, p. 234-264). Même son de cloche de l'éminent spécialiste Manfred Jonas qui reconnaît que «[i]solationist rhetoric [...] continued to be used by some opponents of American postwar policies» (Manfred Jonas, «Isolationism», dans Alexander DeConde *et al.* (dir.), *Encyclopedia of American Foreign Policy*, New York, Charles Scribner's Sons, 2002, p. 347). Fait digne de mention, certaines personnalités aux vues conservatrices en matière de politique étrangère pour la période post-1945 n'hésitent d'ailleurs pas à se qualifier alors d'*isolationnistes*. C'est entre autres le cas du représentant républicain Clare Hoffman (évoqué plus tôt) qui, à la fin des années Eisenhower, y va de cette «confession» : «[T]oday I am an isolationist, as I always have been. I hope the good Lord lets me die an isolationist — one whose ruling purpose is the independence and security of my country, the welfare of my people» (*Congressional Record*, 11 juillet 1957, p. 11379).

94. Felix Morley to Herbert Hoover, 17 novembre 1949, AHH, boîte 155. Voir aussi Gary Dean Best, *op. cit.*, vol. I, p. 264 ; vol. II, p. 280. Fondé à Washington en 1944 par les journalistes Felix Morley et Frank Hanighen, ce bulletin a essentiellement pour objectif d'analyser de manière candide les problèmes de l'heure auxquels sont confrontés les États-Unis. Fait à signaler, un article de 1945 de *Human Events* qualifie la Charte onusienne de «constitutional monstrosity» (Felix Morley, «The San Francisco Charter», *Human Events*, 4 juillet 1945, archives de Felix Morley, boîte 41, Herbert Hoover Presidential Library). Un autre article, publié durant l'automne 1947, exprime de sérieuses réserves face au *European Recovery Program* comme en témoigne cet extrait : «There is little doubt that the program of charity for Western Europe is politically advisable. In its absence Communism is practically certain to extend its gains this winter and may well eventually bring the whole European Continent, including Great Britain, under the control of Moscow. The question as to which there is more doubt is whether American assistance, on the scale demanded, will in the long run prove more than a stopgap. It might well weaken the United States and fail to strengthen Western Europe. [...] In short, there is neither security, nor any certainty of efficacious use, behind this sixteen billion dollar touch» (Felix Morley, «Can America Save Europe?», *Human Events*, 1^{er} octobre 1947, archives de Felix Morley, boîte 41).
95. Justus D. Doenecke, *loc. cit.*, p. 312.
96. Harry Elmer Barnes to Herbert Hoover, 24 décembre 1945, AHH, boîte 12 ; Bonner Fellers to Herbert Hoover, 5 mai 1947, AHH, boîte 57 ; Joseph P. Kennedy to Herbert Hoover, 26 juillet 1949, AHH, boîte 110 ; Bruce Barton to

- Herbert Hoover, 21 décembre 1950, AHH, boîte 13; Felix Morley to Herbert Hoover, 27 décembre 1950, AHH, boîte 155; Robert A. Taft to Herbert Hoover, 11 juillet 1947, AHH, boîte 233.
97. Joan Hoff, «Hoover, Herbert Clark», *loc. cit.*, p. 151.
 98. *Ibid.*, p. 154.
 99. Voir entre autres Charles Chatfield, «Pacifism», dans Alexander DeConde *et al.* (dir.), *op. cit.*, p. 73.
 100. *Congressional Record*, 25 août 1949, A5577; voir aussi David Burner, *op. cit.*, p. x. Ce qui ne veut pas dire que le natif de l'Iowa ait toujours suivi à la lettre les préceptes du quakerisme. Joan Hoff rapporte par exemple: «Except for his conservative style of dress, Hoover retained few outward signs of his boyhood faith. Not only was his personal and professional aggressiveness as an engineer inconsistent with the Quaker idea of moderation, but Hoover also could swear with the roughest of the miners he directed after graduating [...] from Stanford University's first class in 1895. Moreover, he was a habitual smoker, enjoyed alcoholic drinks, and often fished on Sundays, albeit wearing a high collar and necktie» (Joan Hoff, «Hoover, Herbert Clark», *loc. cit.*, p. 151).
 101. Gary W. Reichard, *Politics as Usual: The Age of Truman and Eisenhower*, Arlington Heights, Harlan Davidson, 1988, p. 20-23.
 102. L'une des causes majeures de l'érosion du «consensus bipartite» s'avère sans contredit cette croyance de maints politiciens républicains en 1949 à l'effet que le gouvernement démocrate de Truman, par son «inertie» et son «indolence», aurait «perdu» la Chine aux mains des communistes (Robert A. Divine, *Since 1945: Politics and Diplomacy in Recent American History*, New York, Alfred A. Knopf, 1985, p. 27; voir aussi Reichard, *op. cit.*, p. 51-54). Pour sa part, l'historien Ronald Caridi soutient que l'effritement du *bipartisanship* à cette époque trouve avant tout son origine dans la victoire-surprise de Harry Truman sur son rival républicain Thomas Dewey lors de l'élection présidentielle de 1948 (Ronald J. Caridi, *The Korean War and American Politics: The Republican Party as a Case Study*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 1968, p. 3).
 103. Voir Bernard Lemelin, «From Internationalism to Neo-Isolationism: Senator Forrest C. Donnell of Missouri and American Foreign Policy», *Society for Historians of American Foreign Relations Newsletter*, vol. 29, n° 4, décembre 1998, p. 5-13.
 104. «Europe's Reaction to Hoover Speech», *Staunton [Virginia] News-Leader*, 24 décembre 1950, AHH, boîte 161.
 105. Gary Dean Best, *op. cit.*, vol. II, p. 315. La remarque de Wallace survient après que les recommandations de Hoover sur la nécessité de reconstruire l'Allemagne et ses industries eurent reçu un accueil favorable à Washington D.C. (*Ibid.*).
 106. Joan Hoff Wilson, *op. cit.*, p. 267-268.
 107. *Congressional Record*, 21 décembre 1950, p. 16874.
 108. *Newsweek*, 1^{er} janvier 1951, p. 10.
 109. Raymond Moley, «The Hoover Challenge», *Newsweek*, 1^{er} janvier 1951, p. 60.
 110. *Congressional Record*, 1^{er} mai 1950, A3148; 4 janvier 1951, A25.
 111. Gary Dean Best, *op. cit.*, vol. II, p. 322 et 359.

112. À titre d'exemple, un sondage Gallup de mars 1951 révèle que 47% des personnes interrogées répondent «Western Europe» à la question «If we had to choose between the United States defending either Asia or Western Europe, which do you think we should do?», comparativement à 24% rétorquant «Asia» (George H. Gallup, *op. cit.*, p. 984 et 960). Pour sa part, le chroniqueur de *Newsweek* Ernest Lindley, en référence au discours de Hoover de décembre 1950, dit s'étonner de ce que l'ancien président semble accorder peu d'importance «to the immense resources of free Europe» (Ernest K. Lindley, «Hoover, Taft, and Congress», *Newsweek*, 19 février 1951, p. 26). Lindley prévient : «A majority of Congress are not willing to relinquish to the enemy such an immense block of economic and potential military power» (*Ibid.*).
113. Ted Galen Carpenter, *op. cit.*, p. 313.
114. Concernant le mutisme de Hoover d'avril 1951, Gary Dean Best le justifie essentiellement par le fait que «he didn't know what further he could add to what had already been said» (Gary Dean Best, *op. cit.*, vol. II, p. 353).
115. Annoncé à la nation par Eisenhower en avril de la même année, le programme du *New Look* vise entre autres à réduire les dépenses militaires américaines (les effectifs de l'armée de terre en particulier), tout en maintenant un arsenal nucléaire dissuasif.
116. Rappelons que le sénateur républicain John Bricker (Ohio), devant la multiplication des accords exécutifs (*executive agreements*) concoctés par les gouvernements de Franklin D. Roosevelt et Harry Truman en matière de politique étrangère, a proposé dès 1951 un amendement dans le but de soumettre tous les accords de ce type à un rigoureux contrôle du Congrès.